

Nouméa, le 12 janvier 2020

COMMUNIQUE PRESSE

Vendredi matin de 8h30 à 12h, plus de 200 personnes, salariés et chefs d'entreprise du secteur de la transformation locale, étaient réunies devant le gouvernement pour dénoncer :

- **les pratiques assassines et trompeuses** de l'Autorité de la concurrence, de la direction des affaires économiques et du gouvernement
- **le ras-le-bol du mépris** de l'industrie de transformation.

Malgré 3 demandes de rencontre et 200 personnes sous ses fenêtres pendant 3h30, le président du gouvernement, M. Thierry SANTA, n'a pas dénié, n'a pas voulu nous recevoir. Le président du gouvernement a délibérément choisi de ne pas nous recevoir. Pourquoi ?

Lundi 13 janvier, les entreprises de transformation locale, salariés et chefs d'entreprises, seront de nouveau présentes devant le gouvernement à partir de 8h30.

Face aux amalgames et à la désinformation, la FINC tient à rappeler les fondamentaux de son action :

1) la FINC est une organisation syndicale APOLITIQUE

Comme tout corps intermédiaire, la FINC travaille avec les institutions en place - Congrès, gouvernement, provinces, sénat coutumier - et tous les représentants élus, quels que soient les partis politiques.

→ La FINC rejette la politisation systématique de sa parole et des causes qu'elle défend. Au regard des conséquences induites pour les entreprises, elle estime irresponsable les guéguerres et règlements de compte politiques réalisés sur le dos des entreprises de transformation locale.

2) la FINC souhaite être impliquée dans LA VISION du DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL calédonien

La FINC est convaincue que l'Avenir d'un territoire passe par la création de richesse au plus proche des consommateurs, tant pour des raisons économiques et sociales, que pour des raisons écologiques.

Nous voulons parler du présent et de l'avenir de l'industrie. Nous voulons prendre part à l'évolution du modèle de développement industriel. Nous voulons être associés aux décisions qui relèvent directement du cœur de l'activité et du modèle économique des entreprises de transformation locale.

Nous le voulons tellement que déjà nous y travaillons depuis plusieurs années : création du cluster Avenir Export en mars 2015, états généraux de l'industrie en novembre 2017, propositions pour un code de l'industrie, etc.

Les industries de transformation ont besoin de visibilité sur leur avenir. Etre industriel c'est engager des investissements sur plus de 10 ans.

→ La FINC ne comprend donc pas que l'on puisse supprimer brutalement du jour au lendemain des mesures d'accompagnement, sans proposer de mesures ou d'outils alternatifs, sans réfléchir aux conséquences pour l'entreprise et ses salariés. Comment prétendre soutenir la croissance économique, l'investissement et l'emploi lorsqu'on porte une déstructuration brutale, sans transition, sans perspective, de l'un des secteurs les plus créateurs de richesse et d'emploi ?

3) La FINC est ouverte au DIALOGUE

Le dialogue fait parti de l'ADN de la FINC.

Sur chaque dossier, la FINC s'attache à établir un dialogue constructif en créant un lien de confiance basé sur la franchise et le respect mutuel des interlocuteurs.

Or, le lien de confiance qui s'était établi entre la FINC et le membre du gouvernement en charge de l'économie a été rompu par le mensonge et les entourloupes de ce dernier. Pour cette raison, nous avons fait appel au président du gouvernement. A notre surprise, celui-ci n'a pas répondu à nos deux premières demandes de rencontre ; à notre stupeur, celui-ci a refusé la rencontre vendredi 10 janvier, après 3h30 de manifestation.

→ La FINC déplore le mépris et le manque de considération du secteur, entreprises de transformation locale, salariés et chefs d'entreprise, qui représentent 6000 emplois, 600 entreprises employantes et 9% du PIB. Comment recréer le lien de confiance pour dialoguer et construire l'avenir du secteur ? Comment parler de dialogue social dans ces conditions ?

4) La FINC veut un DEBAT FACTUEL avec des DONNEES VERIFIEES et COMPAREES

Malgré les menaces, les écrits fallacieux notamment dans les rapports de l'Autorité de la Concurrence, les communiqués mensongers qui circulent, la FINC tient à l'ouverture d'un débat sur l'industrie, sa place dans l'économie et son intérêt pour le pays.

Dans un espace public phagocyté par la désinformation des réseaux sociaux et une pensée dominante qui pend l'industrie de transformation haut et court, la FINC entend malgré tout porter ses valeurs et ses missions et participer au débat en faisant valoir ses éléments, en rétablissant ainsi des « erreurs » et des « inexactitudes », en démontrant l'intérêt positif pour le modèle économique et social calédonien du développement de l'industrie locale.

→ La FINC souhaite que les décisions des institutions de Nouvelle-Calédonie soient éclairées de ce débat contradictoire, dans le cadre de la loi et en espérant qu'un chemin équilibré pour tous les acteurs se dessine. Que se passerait-il s'il n'y avait plus d'industrie de transformation en Nouvelle-Calédonie ? Le problème de la vie chère serait-il résolu ? Dans quelle situation économique et sociale se trouve les autres territoires insulaires de l'outre-mer français, la Martinique, la Guadeloupe ? Quelle est la situation économique et sociale des pays insulaires du Pacifique sans industrie ? Y-a-t-il une seule organisation qui détienne la vérité sur la conduite des politiques publiques à mener ?

C'est donc sur la base de ces éléments que la FINC se mobilise lundi 13 janvier :

- pour un dialogue social respectueux
- pour l'avenir de l'industrie de transformation
- pour l'avenir de chacune des entreprises de transformation locale,
- pour l'avenir des salariés du secteur.

=> La FINC tiendra une conférence de presse à 12h30, lundi 13 janvier, pour faire un point sur l'évolution de la situation. Le lieu sera précisé ultérieurement.